

Personne sans domicile

1. Dire que l'infraction n'est pas matériellement constituée.

La contravention suppose l'existence d'un domicile (hors duquel la personne s'est déplacée), en son absence l'infraction ne peut être caractérisée. En effet, la personne sans domicile est dans l'impossibilité matérielle de remplir l'obligation de confinement, laquelle est posée comme condition préalable.

D'ailleurs, le Conseil d'Etat a implicitement mais nécessairement retenu l'impossibilité de verbaliser les personnes sans domicile fixe en ratifiant la note de la cellule interministérielle de crise covid-19 par laquelle il est demandé aux agents constatant la présence de sans-abris de ne procéder à aucune verbalisation, l'obligation de confinement à domicile ne pouvant être appliquée à ces personnes (*CE, ord., 2 avril 2020, Droit au logement, n° 439763, § 11 ; ord. 9 avril 2020, Association mouvement citoyen tous migrants et autres, n° 439895, § 23*).

2. Dire que l'infraction, même constituée, est justifiée par la force majeure.

Aux termes de l'article 121-3, alinéa 5, du CP : "Il n'y a point de contravention en cas de force majeure", laquelle est classiquement définie comme un événement imprévisible, irrésistible et extérieur.

Et la Cour de cassation a par exemple jugé que "ne peut être condamné pour abandon de famille celui qui, atteint d'une affection cardiaque l'obligeant à un repos complet et dépourvu de toutes ressources personnelles, se trouve à la charge de ses parents, une telle situation constituant un cas de force majeure" (Crim. 24 avril 1937 : DH 1937. 429).

Par analogie, la situation de sans domiciliation fixe, sous réserve de remplir les conditions susmentionnées, constitue un cas de force majeure.